



MINISTRE DES MINES

*Le Ministre*

**ARRETE MINISTERIEL N° 0.30.3/CAB.MIN/MINES/01/2014 DU...JUL 2014  
PORTANT AGREMENT DU COLLECTIF DE L'EXPLOITATION MINIERE DE  
TSHIKAPA « CEMT »  
AU TITRE DE COOPERATIVE MINIERE**

30, Avenue Lumumba, Galerie SAD, 1<sup>er</sup> Niveau, Commune de Kanzala, Ville de Tshikapa, Province du Kasai Occidentale

Vu la Constitution, spécialement ses articles 93, 202 point 36  
littera f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement  
Minier, spécialement ses articles 234 et 235 ;

Vu le Décret du 24 mars 1956 relatif aux coopératives ;

Vu l'Ordonnance n°21-235 du 08 août 1956 relative à la forme  
des statuts des coopératives indigènes ;

Vu l'Ordonnance n° 08/073 du 24 décembre 2008 portant  
organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques  
de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement  
ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 08/074 du 24 décembre 2008 fixant les  
attributions des Ministères ;

Vu l'Ordonnance n° 12/004 du 28 avril 2012 portant nomination  
des Vice-Premiers Ministres, des Ministres, d'un Ministre Délégué et des  
Vice-Ministres ;

Considérant la demande d'agrément au titre de Coopérative  
Minière introduite en date du 11 novembre 2011 ;

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

**Le Collectif de l'Exploitation Minière de Tshikapa « CEMT » dont le siège  
est établi au n° 30, Avenue Lumumba, Galerie SAD, 1<sup>er</sup> Niveau,  
Commune de Kanzala, Ville de Tshikapa, Province du Kasai Occidental,  
est agréé au titre de **Coopérative Minière**.**

**Article 2 :**

**Le Collectif de l'Exploitation Minière de Tshikapa « CEMT »** ne peut effectuer les travaux d'exploitation artisanale que dans une Zone d'Exploitation Artisanale (ZEA) à lui attribuer.

**Article 3 :**

L'agrément au titre de Coopérative Minière confère au **Collectif de l'Exploitation Minière de Tshikapa « CEMT »** le droit de solliciter un Permis de Recherches.

**Article 4 :**

**Le Collectif de l'Exploitation Minière de Tshikapa « CEMT »** est notamment tenue de :

- Transmettre le rapport de ses activités à la Direction des Mines ;
- Veiller au respect par les exploitants miniers artisanaux de la législation minière, spécialement ses aspects environnementaux sous l'encadrement du SAESSCAM ;
- S'acquitter de ses impôts et taxes, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en République Démocratique du Congo.

**Article 5 :**

Sans préjudice des sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur en République Démocratique du Congo, le présent agrément peut être retiré en cas de violation des dispositions des articles 2 et 4 ci-dessus.

**Article 6 :**

Le Secrétaire Général des Mines et le Coordonnateur Général du SAESSCAM sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le **10 JUL 2014**

**Martin KABWELULU**

**Ampliations**

- |  |     |
|--|-----|
| . Cabinet du Président de la République                    | : 1 |
| . Cabinet du Ministre des Mines                            | : 2 |
| . Secrétaire Général des Mines                             | : 1 |
| . Cadastre Minier  | : 1 |
| . CTCPM  | : 1 |
| . SAESSCAM   | : 1 |
| . Direction des Mines                                      | : 1 |
| . Direction de Géologie                                    | : 1 |
| . Direction des Investissements                            | : 1 |
| . Direction chargée de la Protection de l'Environnement    | : 1 |
| . Division Provinciale des Mines et Géologie du Ressort    | : 1 |
| . Collectif de l'Exploitation Minière de Tshikapa « CEMT » | : 1 |